

Impôt sur le revenu

la fabrication des pâtes et papiers que nous n'en exportons, ce qui ne devrait pas se produire.

Nous en arrivons à l'idée incroyable selon laquelle le Canada aurait une stratégie de l'énergie, si c'est bien le mot qui convient, stratégie telle que nous devons importer dans les années 80 une partie de tout le pétrole brut dont nous aurons besoin. Pourtant, nous possédons les réserves connues de pétrole les plus vastes du monde et, pourtant, nous importerons dans les années 80 plus de pétrole que nous n'en exporterons. Pourriez-vous imaginer les Japonais dans cette situation? Pourriez-vous imaginer les Allemands dans cette situation? Au lieu de réussir à gagner des devises étrangères, nous avons tellement mal géré notre économie, tellement négligé nos ressources que le Canada devra devenir dans les années 80 un importateur net de pétrole, et nous ne savons pas trop comment nous allons arriver à le payer. Il en est ainsi sur toute la ligne.

Notre économie ne connaîtra sûrement pas de relance tant que le ministre des Finances et son ministère ne s'occuperont pas de nos différentes industries et tant qu'ils ne proposeront pas des mesures fiscales propres à les rendre efficaces et rentables.

Ce qui est plus important, comme le disait tout récemment lors d'une réunion, l'ancien ministre des Finances, le député d'Eglinton (M. Sharp), il nous faut trouver une nouvelle façon de prendre les décisions budgétaires. La budgétisation doit se faire ouvertement dans notre pays. Ce qu'il nous faut faire tout de suite, si le ministre des Finances est vraiment sérieux quand il dit vouloir redonner sa stabilité à notre économie, c'est inviter les dirigeants des diverses industries du pays à dire ce qu'il faut faire pour les rendre efficaces et concurrentielles. En commençant à élaborer un ensemble de politiques qui soient efficaces afin que l'on puisse réellement remettre le pays sur la voie de la prospérité. La budgétisation ne doit plus être secrète. Il faut l'ouvrir au public, afin que les citoyens, les hommes d'affaires et les entrepreneurs du pays sachent ce que le gouvernement a l'intention de faire.

Le gouvernement devrait avoir le courage de faire connaître ses prévisions sur l'emploi, le chômage et l'inflation, afin que les gens puissent planifier en tenant compte de ces prévisions budgétaires. De plus, si les prévisions budgétaires laissent à désirer, le ministre devrait venir en expliquer les faiblesses à la Chambre ou devant un comité de la Chambre.

Je ne pense pas que les Canadiens se rendent vraiment compte de la gravité des problèmes économiques qui nous assaillent. Le cours de notre dollar a bien baissé. Le ministre des Finances a mis cette dévaluation sur le compte du flottement du cours du dollar; certes, je suis prêt à admettre, à son instar, que le gouvernement n'est pas intervenu pour stabiliser le cours du dollar à 90, 92 ou 88 cents, bien qu'il ait fallu sacrifier des quantités énormes de devises étrangères pour l'empêcher de se dévaloriser davantage. Je ne vois pas du tout comment on pourrait éviter la dégringolade si le gouvernement maintient le climat économique actuel. Le ministre des Finances se doit de rétablir la confiance dans le dollar pour l'empêcher de faire un plongeon encore plus vertigineux. Chaque fois que le dollar baisse, l'inflation augmente et chaque fois que

l'inflation augmente, nous perdons des investissements. Et quand nous perdons des investissements, nous perdons des emplois. Si nous ne nous décidons pas à faire quelque chose, nous allons être enfermés dans ce cercle vicieux qui est précisément celui dans lequel les Anglais se sont trouvés dans les années 1950 et 1960.

Si l'on regarde sur la carte du monde les pays qui se sont enrichis depuis la Deuxième Guerre mondiale et ceux qui se sont plutôt appauvris, on constate que ce sont les pays prospères qui ont le moins dévalué leur monnaie. Les pays qui ont eu le plus de difficultés sont ceux qui ont le plus dévalué leur monnaie. Il serait vraiment dommage que nous suivions les traces de la Grande-Bretagne pour ce qui est de la gestion de notre économie et pourtant il semble que ce soit vers cela que nous nous dirigeons. La baisse persistante du dollar ne va résoudre aucun de nos problèmes.

Il s'est produit au cours des dix dernières années au Canada un phénomène que je trouve frappant, c'est la divergence entre la façon dont le ministre des Finances envisage ses responsabilités et la façon dont la presse mesure le succès ou l'échec de ce même ministre. Il fut un temps où le ministre des Finances tenait pratiquement pour acquis qu'il n'était pas politiquement essentiel. La raison en est que les ministres des Finances que nous avons eus, du moins ceux, qui étaient des hommes forts et capables, étaient toujours disposés à prendre les mesures qui s'avéraient essentielles pour le bien-être économique du pays sans tenir compte des conséquences politiques que ce geste entraînait pour eux. Cela ne se voit plus aujourd'hui. Au cours des dernières années, quand avons-nous eu un ministre des Finances vraiment disposé à prendre les mesures draconniennes nécessaires à la relance de l'économie? La principale politique des derniers ministres des Finances que nous avons eus en matière de gestion de l'économie à toujours consisté à parler beaucoup et à ne rien faire.

Une voix: Allez voir en Floride!

M. Gillies: Aucune mesure n'a été prise. Cet hiver, nous aurons un déficit de 1.5 ou 2 milliards de dollars au chapitre du tourisme. Nous n'avons pas encore entendu le gouvernement dire qu'il comptait faire quelque chose à ce sujet. Pourquoi? Parce que c'est un sujet impopulaire.

Quand devons-nous nous attendre que des mesures soient prises par le gouvernement en vue d'entreprendre vraiment de résoudre certains problèmes que nous avons déjà connus. L'entreprise ne peut rien y faire si le gouvernement ne prend aucune initiative. Le gouvernement se refuse à faire preuve d'un esprit de décision sur des problèmes pourtant très importants. La tragédie qui entoure les quelques dernières années de la gestion économique du pays réside en partie dans le fait que la politique l'a toujours emporté sur les considérations d'ordre strictement économique. Aussi longtemps que cela durera, aussi longtemps que nous vivrons dans une situation où le gouvernement a peur de prendre les véritables mesures énergiques qui s'imposent pour redresser l'économie, nous sommes condamnés à subir encore davantage la triste conjoncture qui prévaut actuellement.